



18 septembre : mobilisons-nous pour un budget de justice fiscale et sociale

Nous ne sommes pas responsables de la gravité de la situation budgétaire de la France !
Nous sommes en colère face aux mesures imposées au monde du travail, aux retraités, aux consommateurs et aux malades !

Le projet de budget actuel signifie :

• Pour les agents publics du MEFSIN

- **Des suppressions d'emplois** alors même que nos ministres font le constat que nos administrations économiques et financières sont à l'os !
- À Bercy, **supprimer des emplois, c'est se priver de recettes fiscales supplémentaires** alors même que le budget de la France en a cruellement besoin !
- **Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois est une ineptie !** Les services publics sont notre bien commun et les agents publics sont une richesse pas un coût !
- **Un pouvoir d'achat en baisse** : l'absence de revalorisation de la valeur du point d'indice, le tassement des grilles indiciaires et la diminution des promotions !

• Pour tous les travailleurs

- La suppression de deux jours fériés (le nouveau Premier ministre dit vouloir y renoncer).
- Le gel des prestations sociales.
- La généralisation de la monétisation de la 5^e semaine de congés.

• Pour les retraités

- Le gel des pensions.

• Pour les malades

- Le déremboursement d'une partie des médicaments, le doublement du plafond des franchises médicales de 50 à 100 € par an.

• Pour les consommateurs

- la mise en place d'une TVA « sociale » qui va augmenter les prix et transférer une partie du financement de la protection sociale vers la fiscalité.

**Il est temps d'imposer d'autres choix que celui de faire payer
les seuls travailleurs, du public comme du privé, et les retraités.**

Les fédérations des Finances exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois aux MEF,
- des moyens budgétaires suffisants pour exercer nos missions et notamment la lutte contre la fraude,
- une revalorisation significative des rémunérations des agents publics.

La justice sociale passe par :

- l'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladies,
- l'abandon de l'année blanche,
- la revalorisation des pensions de retraites et des prestations sociales,
- l'abrogation de la réforme des retraites imposant un âge de départ à 64 ans.

**Les fédérations des Finances s'inscrivent dans l'appel à la grève du 18 septembre 2025.
Elles appellent tous les agents de Bercy à se mobiliser
et à participer aux manifestations organisées.**

**Tous en grève et mobilisés
pour un budget socialement et fiscalement plus juste !**